

Pourquoi associer un gestionnaire de patrimoine à l'expert accident corporel et à l'avocat

Publié le : 21/10/2026

Auteur : Hamed Ayachi

Après un accident corporel, trois métiers se succèdent autour de la victime. Le médecin, qu'il soit conseil de la victime, mandaté par l'assureur ou désigné par le juge, décrit les séquelles et les besoins ; l'avocat transforme ce constat en montants, poste par poste, et les négocie ; le gestionnaire de patrimoine organise ce que deviendra l'indemnité une fois versée, souvent pour toute une vie. Son intervention gagne à commencer avant la signature, lorsque la forme du versement reste ouverte.

Qui sont les experts d'un accident corporel ?

Le terme « expert accident corporel » recouvre trois médecins aux missions distinctes.

Le médecin mandaté par l'assureur

Après un accident de la circulation, l'assureur peut faire examiner la victime par un docteur en médecine qu'il choisit ; elle peut se faire assister d'un médecin de son choix (article R. 211-43 du Code des assurances). Ces médecins restent soumis au code de déontologie, qui leur interdit d'aliéner leur indépendance professionnelle ([réponse ministérielle n° 52414, Assemblée nationale, 2014](#)). Leur avis reste celui du médecin mandaté par la partie qui paie.

Le médecin conseil de la victime

Le médecin conseil de victime est choisi et rémunéré par la victime pour l'assister lors de l'examen. Il prépare le dossier médical, discute les constatations et défend une évaluation complète : taux de déficit fonctionnel, souffrances endurées, heures d'aide humaine, logement ou véhicule adapté. La déontologie interdit par ailleurs d'être à la fois médecin expert et médecin traitant d'un même patient ([article 105 du code de déontologie médicale](#), [article R. 4127-105 du Code de la santé publique](#)). Les honoraires du médecin conseil figurent parmi les frais divers de la nomenclature des préjudices, et la Cour de cassation les a jugés indemnisables (Cass. 2e civ., 12 septembre 2013, n° 12-20.750, [commenté à la Gazette du Palais](#)).

L'expert judiciaire

En cas de désaccord, le juge des référés peut désigner un médecin expert. Inscrit sur les listes des cours d'appel et de la Cour de cassation, l'expert judiciaire mène des opérations auxquelles toutes les parties peuvent participer, et son avis a une valeur consultative, le juge restant libre de le suivre ([justice.fr](#), [fiche « Expert judiciaire »](#)).

Ce stade décide de l'essentiel : la date de consolidation sépare les préjudices temporaires des préjudices permanents, et une heure d'aide humaine quotidienne en plus ou en moins se chiffre ensuite en centaines de milliers d'euros.

Ce que fait l'avocat de la victime

L'avocat traduit le rapport médical en demande chiffrée. Il s'appuie sur la nomenclature dite « Dintilhac », issue du rapport de juillet 2005, dont le ministère de la Justice a indiqué qu'elle « peut d'ores et déjà guider les acteurs du droit de l'indemnisation » ([réponse ministérielle n° 83913, Assemblée nationale, 2006](#)). Chaque poste est évalué à partir des pièces et des référentiels indicatifs, et les besoins viagers sont convertis en capital par un barème de capitalisation. Le contenu de chacun de ces postes est présenté à propos des [types de préjudices corporels](#).

Il négocie ensuite ou saisit le tribunal. Après un accident de la circulation, l'assureur doit informer la victime qu'elle peut se faire assister d'un avocat et d'un médecin de son choix, et le manquement à cette obligation entraîne la nullité de la transaction

(réponse ministérielle n° 52414 précitée). Les délais de l'offre et de la transaction, fixés par les articles 12 et suivants de la loi du 5 juillet 1985 et repris aux articles L. 211-9 et suivants du Code des assurances, sont détaillés dans le guide de l'[indemnisation d'un accident corporel](#). Sa mission s'achève en principe avec la liquidation du préjudice.

Ce que le gestionnaire de patrimoine apporte, avant et après le versement

Le gestionnaire de patrimoine transforme l'indemnité en ressources durables. Lorsqu'il délivre des conseils en investissement, il exerce sous le statut de conseiller en investissements financiers, immatriculé à l'ORIAS, adhérent d'une association professionnelle agréée par l'Autorité des marchés financiers et couvert par une assurance de responsabilité civile professionnelle ([AMF, page « Conseillers en investissements financiers »](#)). Il laisse la négociation à l'avocat et l'expertise aux médecins, et éclaire les choix qui en dépendent.

Avant la signature : la forme du versement

Une rente garantit un revenu viager mais s'éteint en principe au décès ; un capital finance un logement adapté et se transmet, à condition d'être géré avec rigueur. Sur le plan fiscal, une indemnité en capital échappe à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux, tandis que les rentes viagères relèvent en principe du régime des rentes à titre onéreux. L'exonération de l'article 81, 9° bis, du Code général des impôts vise uniquement les rentes réparant un préjudice corporel ayant entraîné une incapacité permanente totale qui oblige la victime à recourir à l'assistance d'une tierce personne ; la doctrine administrative (BOI-RSA-PENS-20-20-20) l'admettait déjà pour les transactions conclues après un accident de la circulation, et le Conseil constitutionnel l'a ouverte à toutes les rentes transactionnelles ([réponse ministérielle n° 15689, Assemblée nationale, 2019](#), à propos de la décision n° 2018-747 QPC). Mesurés avec l'avocat avant la signature, ces effets éclairent l'[arbitrage entre rente et capital](#).

Au versement : sécuriser et tracer

Au-delà du plafond général de 100 000 euros par client et par établissement, la garantie des dépôts est relevée pour les dépôts exceptionnels encaissés moins de trois mois avant une éventuelle défaillance de la banque ; pour la réparation en capital d'un dommage corporel, elle joue alors sans limite de montant ([Fonds de garantie des dépôts et de résolution](#)). Passé ces trois mois, le plafond général de 100 000 euros par établissement s'applique : la répartition des fonds entre plusieurs supports et établissements prend alors le relais. Un compte dédié, distinct du compte joint, conserve la trace de l'origine des fonds, dont dépendent la qualification de bien propre pour une victime mariée en communauté (article 1404 du Code civil) et la déduction de l'indemnité de l'actif successoral pour sa valeur nominale ([article 775 bis du Code général des impôts](#)).

Dans la durée : placer selon la fonction de chaque poste

Les sommes destinées aux dépenses prochaines restent disponibles ; celles qui financent un besoin viager, comme l'aide humaine, sont investies pour produire des revenus réguliers ; les postes extrapatrimoniaux peuvent construire un patrimoine de long terme. Le contrat de capitalisation reste dans la succession, où l'indemnité est déductible, alors que les capitaux d'une assurance-vie en sortent.

Pour une victime vulnérable : coordonner avec le juge et les aides

Lorsque la victime est mineure ou majeure en tutelle, l'assureur doit soumettre au juge des tutelles ou au conseil de famille tout projet de transaction et aviser le juge au moins quinze jours avant le paiement ([article L. 211-15 du Code des assurances](#)). Le placement de capitaux étant un acte de disposition, le gestionnaire de patrimoine prépare une proposition motivée, que les parents ou le tuteur soumettent au juge lorsque son autorisation est requise ; les règles propres à l'enfant sont exposées à propos de l'[indemnisation d'un enfant mineur victime d'un accident](#). Il vérifie aussi l'effet du placement sur les prestations : l'allocation aux adultes handicapés est calculée sur les revenus nets imposables et non sur le capital (service-public.gouv.fr, [fiche « Allocation aux adultes handicapés »](#)). La méthode figure dans l'analyse consacrée à la façon de [préserver les aides sociales après une indemnisation](#).

Intervenant	Mission principale	Moment clé
-------------	--------------------	------------

Médecin mandaté par l'assureur	Évaluer le dommage pour le compte de l'assureur	Examen médical
Médecin conseil de la victime	Assister la victime et défendre une évaluation complète des séquelles et des besoins	Préparation et déroulement de l'expertise
Expert judiciaire	Donner au juge un avis technique, après des opérations contradictoires	En cas de désaccord ou de procès
Avocat de la victime	Chiffrer chaque poste, négocier ou plaider	De l'expertise à la transaction ou au jugement
Gestionnaire de patrimoine	Éclairer la forme du versement, placer et protéger le capital, préserver les aides	Avant la signature, puis pendant toute la durée de gestion

Le bon moment pour réunir les trois métiers

Le moment idéal se situe après le rapport d'expertise définitif et avant la transaction. L'avocat connaît alors le montant qu'il revendique, et un échange à trois, avocat, victime et gestionnaire de patrimoine, permet d'arbitrer entre rente et capital, d'anticiper les autorisations judiciaires et de protéger les prestations sociales. Chacun reste dans son champ : le secret médical demeure entre la victime et ses médecins, la stratégie judiciaire relève de l'avocat, et le gestionnaire de patrimoine reçoit, avec l'accord de la victime, les pièces détaillant les postes. Cette [interprofessionnalité entre l'avocat et le conseiller patrimonial](#) assure la continuité entre la réparation obtenue et son usage.

Un parcours à trois métiers pour une indemnité de 1,1 million d'euros

Un homme de 34 ans, marié sous le régime de la communauté légale, est renversé comme piéton. Lors de l'expertise amiable, le médecin mandaté par l'assureur retient deux heures d'aide humaine par jour ; son médecin conseil en défend quatre. Faute d'accord, son avocat obtient en référé la désignation d'un expert judiciaire, qui retient

trois heures par jour après des opérations contradictoires.

Sur cette base, et avec un coût horaire de 22 euros retenu à titre d'hypothèse, le besoin annuel atteint $3 \times 365 \times 22 = 24\,090$ euros. Multiplié par un coefficient de capitalisation hypothétique de 32, il représente 770 880 euros. Avec les autres postes, évalués à 329 120 euros, l'avocat conclut une transaction de 1 100 000 euros. L'heure quotidienne gagnée sur l'évaluation de l'assureur représente à elle seule $1 \times 365 \times 22 \times 32 = 256\,960$ euros.

Avant la signature, le gestionnaire de patrimoine relève que l'incapacité de la victime est partielle : une rente ne relèverait pas de l'exonération de l'article 81, 9° bis, et serait imposée selon le régime des rentes à titre onéreux. Le couple opte pour un capital. Les fonds sont versés sur un compte dédié au nom de la victime, couvert sans limite par la garantie des dépôts pendant les trois mois qui suivent l'encaissement : 120 000 euros restent disponibles pour les premières années d'aide humaine et les travaux, 180 000 euros financent l'adaptation du logement avec une mention d'origine des fonds dans l'acte, et 800 000 euros sont placés sur deux contrats de capitalisation de 400 000 euros chacun, souscrits auprès de deux assureurs, soit le total de 1 100 000 euros.

Neuf ans plus tard, un rachat annuel de 24 090 euros, destiné à l'aide humaine, comprend 4 000 euros de gains. L'abattement de 9 200 euros applicable à un couple soumis à imposition commune les couvre entièrement à l'impôt sur le revenu ; seuls les prélèvements sociaux restent dus, soit $4\,000 \times 17,2\% = 688$ euros. Les contrats de capitalisation, qui resteront dans sa succession, y préservent la déduction de l'indemnité.

Cet exemple est présenté à titre illustratif, avec un coût horaire et un coefficient hypothétiques ; chaque situation appelle une analyse individualisée, menée avec l'avocat de la victime.

Questions fréquentes

Quelle différence entre le médecin conseil de la victime et l'expert de l'assurance ?

Le médecin de l'assurance examine la victime pour le compte de l'assureur. Le médecin conseil est choisi et rémunéré par la victime pour l'assister ; ses honoraires peuvent être réclamés au responsable au titre des frais divers.

Peut-on refuser les conclusions de l'expert de l'assureur ?

Oui. En cas de désaccord, la victime peut demander au juge des référés la désignation d'un expert judiciaire, qui mène des opérations contradictoires. Le juge reste libre de suivre ou non son avis.

Un gestionnaire de patrimoine peut-il remplacer l'avocat ?

Non. Le chiffrage des préjudices, la négociation et la procédure relèvent de l'avocat. Le gestionnaire de patrimoine intervient sur la forme du versement, le placement et la préservation des aides sociales.

À quel moment contacter un gestionnaire de patrimoine après un accident ?

Après le rapport d'expertise définitif et avant la transaction ou le jugement, tant que le choix entre rente et capital reste ouvert.

Comment vérifier le statut d'un conseiller en gestion de patrimoine ?

Le conseiller en investissements financiers doit être immatriculé au registre tenu par l'ORIAS et adhérer à une association professionnelle agréée par l'Autorité des marchés financiers.

Information générale, ne constitue pas un conseil juridique ou fiscal individualisé.